

## INTRODUCTION

# DES FEMMES DANS LES CONFLITS ARMÉS AUX COMBATTANTES PÉRUVIENNES, UN PANORAMA GÉNÉRAL

*«Developing a new kind of curiosity is not just academic. It takes energy. It is political. It is cultural. It is personal. To insist upon posing questions about things that other people take for granted can be a political act<sup>1</sup>.»*

## Introduire le genre comme grille de lecture des guerres et conflits armés : quelles perspectives ?

---

### Les différentes approches sur la place des femmes dans les conflits armés

Les travaux portant sur les questions de genre en situation de conflit armé ou de post-conflit ont connu une grande prolifération ces dernières années. Ceci peut s'expliquer en partie par la place de plus en plus importante prise par les études féministes dans l'univers académique, particulièrement anglo-saxon, au sein de champs d'études portant sur les relations internationales, la paix et la sécurité, ou encore de la gestion des crises humanitaires et violence de masse. Des auteurs comme Cynthia Enloe<sup>2</sup>, Ann Tickner<sup>3</sup> ou encore Cynthia Cockburn<sup>4</sup>, en introduisant une analyse genrée des enjeux de sécurité internationale dans l'après-guerre froide, ont ainsi été de véritables précurseuses dans la conquête d'un territoire thématique traditionnellement dominé

- 
1. ENLOE Cynthia, *Globalization and militarism. Feminists make the link*, New York, Rowman & Littlefield Publishers Inc., 2007, p. 1 (« Développer une nouvelle forme de curiosité n'est pas seulement académique. Cela demande de l'énergie. C'est politique. C'est culturel. C'est personnel. Insister sur ce que d'autres considèrent comme un fait établi peut être un acte politique »).
  2. ENLOE Cynthia, *The morning after: sexual politics at the end of the Cold War*, Berkeley, University of California Press, 1993.
  3. TICKNER Ann, *Gendering world politics: issues and approaches in the post-Cold War era*, New York, Columbia University Press, 2001.
  4. COCKBURN Cynthia, « War and security: an overview of the issues », *Gender and Development*, vol. 21, n° 3, 2013, p. 433-452.

par une perspective masculine. Cette évolution est allée en parallèle avec l'importance croissante prise par le genre au sein des politiques et programmes menés dans le cadre de la coopération internationale pour la résolution des conflits et le maintien de la paix. La résolution n° 1325 adoptée en octobre 2000 par le Conseil de sécurité des Nations unies a notamment été présentée comme une première étape dans l'élaboration d'un agenda global « Femmes, paix et sécurité », dont les objectifs sont de promouvoir la participation des femmes sur les différentes scènes de sorties de conflit ainsi que la prise en compte de l'égalité des sexes comme enjeu de sécurité globale<sup>5</sup>.

Les travaux portant sur les femmes en situation de guerre et conflits armés ne se limitent cependant pas aux études féministes sur la sécurité et les relations internationales<sup>6</sup>, et les analyses sur la place qu'elles y occupent se caractérisent non seulement par la diversité des sujets abordés, mais aussi par leur interdisciplinarité. Aux approches transnationales citées plus haut s'ajoutent en effet des travaux centrés avant tout sur des études de cas et périodes historiques spécifiques. Tout un ensemble d'études s'est ainsi centré sur la question des violences exercées contre les femmes pendant les conflits armés. Tandis que certaines d'entre elles abordent des situations particulières, en ex-Yougoslavie<sup>7</sup>, en République démocratique du Congo<sup>8</sup>, ou encore au Japon<sup>9</sup>, d'autres s'intéressent plus particulièrement aux interconnexions pouvant être établies entre ces violences et la néo-libéralisation de l'économie mondiale<sup>10</sup>, ou encore au rôle joué par la globalisation dans leur constant renouvellement<sup>11</sup>.

Un autre ensemble de travaux traite de la participation des femmes à la construction de la paix, et plus généralement à la réorganisation des rapports de genre en sortie de conflit. Le rôle des femmes comme promotrices de la paix a été abordé à de multiples reprises, tant dans le cadre de la production académique que des programmes mis en place dans le cadre de la coopération internationale. Certains auteurs affirment ainsi qu'elles seraient plus pacifiques que les hommes en raison de leur rôle biologique, mais aussi du caractère spécifique de leur socialisation<sup>12</sup>. D'autres insistent plus volontiers sur la nécessité d'inclure les femmes dans la construction

5. KIRBY Paul et SHEPPERD Laura, « The future past of the Women, Peace and Security agenda », *International Affairs*, vol. 92, n° 2, 2016, p. 373.

6. Ici la différence entre la guerre et les conflits armés est minime. On parlera plus volontiers de « guerre » dans le cadre d'une confrontation entre armées régulières ou dans le cas d'une situation reconnue en tant que telle par les parties en conflit, et de « conflit armé » dans tous les autres cas.

7. NAHOUM-GRAPPE Véronique, « La purification ethnique et les viols systématiques. Ex Yougoslavie 1991-1995 », *Clio*, n° 5, 1997, ou encore SNYDER Cindy *et al.*, « On the battleground of women's bodies. Mass rape in Bosnia-Herzegovina », *Affilia*, vol. 21, n° 2, p. 187.

8. BAAZ Maria et STERN Maria, « Why do soldiers rape? Masculinity, violence, and sexuality in the Armed Forces in the Congo (DRC) », *International Studies Quarterly*, vol. 53, n° 2, 2009, p. 498.

9. PYONG GAP Min, « Korean "comfort women": the intersection of colonial power, gender, and class », *Gender and society*, vol. 17, n° 6, 2003, p. 939.

10. TRUE Jaqui, *The political economy of violence against women*, Oxford, Oxford University Press, 2012, p. 183.

11. MEGER Sara, « Rape in contemporary warfare. The role of globalization in wartime sexual violence », *African conflict and peacebuilding review*, vol. 1, n° 1, 2011, p. 110.

12. ALONSO Harriet, *Peace as a women issue: an history of the US movement for world peace and women's rights*, Syracuse, Syracuse University Press, 1993, p. 11.

de la paix afin d'en assurer la stabilité sur le long-terme<sup>13</sup>, ou encore soulignent le décalage existant entre les dispositions prises par les organisations internationales et la réalité des pratiques<sup>14</sup>. Dans d'autres cas ce sont bien les rapports de genre qui sont interrogés, et la façon dont ils sont mobilisés afin de contribuer à la reconstruction nationale après une période de guerre ou de conflit<sup>15</sup>.

Enfin, une dernière catégorie peut être constituée à partir des travaux portant sur la participation des femmes aux guerres et conflits en tant que combattantes, tant dans les armées régulières que dans les mouvements contestataires armés issus des luttes de libération nationale, pendant les guerres de décolonisation, ou encore dans les guérillas marxistes formées dans le sillage de la révolution cubaine de 1959. L'engagement des femmes dans les guerres et conflits, malgré tout, ne saurait se réduire à leur intégration au sein d'organisations militarisées. Il peut en effet aussi se traduire au travers du soutien, matériel et symbolique, apportées par les femmes à la cause défendue par les armes, et ne saurait se limiter à leur participation directe aux combats. En ce sens, la participation des femmes aux guerres et conflits armés, plus que de se présenter comme un phénomène nouveau, se situe dans une continuité historique, dont la mise en relief permet une relecture contemporaine des enjeux liés à l'exercice de la violence armée.

## Une présence historique des femmes sur les champs de bataille ?

Les femmes ont de tout temps été présentes sur les champs de bataille de l'histoire, ces derniers pouvant être pensés non seulement en tant que territoires sur lesquels ont lieu les affrontements, mais aussi comme espaces symboliques de la guerre, définis par l'ensemble des pratiques, logiques et valeurs qui s'y articulent. C'est notamment l'ouverture que propose Pascal Payen lorsqu'il invite à prendre en compte le rôle tenu par les femmes dans la reproduction de la sphère combattante, en assurant notamment le renouvellement des générations de guerriers<sup>16</sup>. Une telle perspective, qui permet de ne pas se centrer exclusivement sur le port de l'arme, autorise à revisiter la fonction combattante en mettant en évidence ses liens avec le monde civil. Les femmes de la Révolution française, par exemple, étaient clairement conscientes du lien existant entre le devoir de défense de la Nation et la citoyenneté et réclamèrent le droit de former une garde nationale afin d'accéder à l'égalité politique<sup>17</sup>. Si ce droit leur sera irrévocablement refusé, il n'en reste pas moins que de nombreuses femmes accompagnèrent les armées nationales engagées sur les grandes scènes de conflit du XIX<sup>e</sup> siècle en Europe, allant

---

13. NARAGUI ANDERLINI Sanam, *Women building peace. What they do, why it matters*, Boulder, Lynne Rienner, 2007, p. 250.

14. PUERCHGUIRBAL Nadine, *Le genre entre guerre et paix. Conflits armés, processus de paix et bouleversements des rapports sociaux de sexe. Étude comparative de trois situations en Érythrée, en Somalie, et au Rwanda*, Paris, Dalloz, 345 p.

15. LUCI Nita, « Transitions and traditions: redefining kinship, nation and gender in Kosovo », *Anthropological yearbook of European Cultures*, vol. 14, p. 161.

16. PAYEN Pascal, « Femmes, armées civiques et fonction combattante en Grèce ancienne (VII<sup>e</sup>-IV<sup>e</sup> siècle avant J.-C.) », *Clio*, n° 20, 2004.

17. GODINEAU Dominique, « De la guerrière à la citoyenne. Porter les armes pendant l'Ancien Régime et la Révolution française », *Clio*, n° 20, 2004.

jusqu'à assumer des fonctions combattantes telles que grenadier, hussard, caporal ou lieutenant<sup>18</sup>. Déjà, sous l'Ancien Régime, des femmes avaient réussi à s'engager dans l'armée en se faisant passer pour des hommes. Sylvie Steinberg a notamment retrouvé la trace de quarante-quatre d'entre elles, tandis que nombre de femmes accompagnaient les soldats en tant qu'épouses, prostituées ou cantinières<sup>19</sup>.

L'idée que les femmes seraient naturellement pacifiques en raison de leur rôle biologique est un mythe qu'il convient de déconstruire si l'on veut saisir l'enjeu que représente la grille de lecture du genre pour l'étude des guerres et conflits. Les féministes engagées dans la lutte suffragiste en Europe depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle ont ainsi majoritairement appuyé la cause nationaliste durant la Première Guerre mondiale, tant en France qu'au Royaume-Uni ou en Allemagne, acceptant de suspendre leurs revendications afin de contribuer à l'effort de guerre<sup>20</sup>. La Grande Guerre a vu s'exacerber les divisions au sein du mouvement féministe en Europe, entre celles de ses militantes acquises à la guerre et celles ayant résolument conservé leur engagement pacifiste, rassemblées dans un mouvement transnational qui dénonçait le lien entre militarisme et sujétion des femmes<sup>21</sup>.

La Seconde Guerre mondiale a quant à elle représenté un moment clef de l'intégration des femmes au sein des armées, et ce même si elle a pu revêtir un aspect avant tout ponctuel. En Russie, près d'un million de femmes ont ainsi combattu au sein de l'armée soviétique ou dans les forces partisans<sup>22</sup>. En France, l'Armée féminine de terre a pu rassembler jusqu'à 14 000 membres et les femmes représentaient 2 à 3 % des effectifs militaires de l'armée nouvelle à la fin de la guerre<sup>23</sup>. Bien moins massive qu'en Russie, cette contribution combattante féminine ne doit pas pour autant être traitée comme un événement anecdotique. La mobilisation des femmes au sein des armées pendant la Seconde Guerre mondiale a signifié l'apparition de la figure de la « Française libre » engagée dans la défense nationale, qui se posait en rupture avec un imaginaire social où la patriote était avant tout célébrée au travers de son rôle traditionnel de fille ou d'épouse<sup>24</sup>. Outre les armées, les femmes se sont aussi engagées dans la Résistance. C'est d'ailleurs en raison de leur contribution à la lutte contre l'occupation nazie que le droit de vote est finalement accordé aux femmes par l'Assemblée consultative d'Alger en 1944<sup>25</sup>.

Cette présence historique des femmes sur les champs de bataille n'est pas réservée à la seule historiographie des guerres et conflits européens. On pense aussi aux célèbres bataillons de femmes formés dans l'armée du royaume de Dahomey (actuelle république du Bénin) aux XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles<sup>26</sup>. En Amérique latine, les femmes contribuent

---

18. MARTIN Jean-Clément, « Travestissement, impostures et la communauté historienne. À propos des femmes soldats de la Révolution et de l'Empire », *Politix*, vol. 74, n° 2, p. 32.

19. Sylvie Steinberg, citée par GODINEAU D., *op. cit.*

20. THÉBAUD Françoise, « Penser la guerre à partir des femmes et du genre : l'exemple de la Grande Guerre », *Astérian*, n° 2, 2004.

21. *Ibid.*

22. GOLDSTEIN Joshua, *War and gender. How gender shapes war system and vice versa*, Cambridge, Cambridge University Press, 2003, p. 63.

23. CAPDEVILA Luc, « La mobilisation des femmes dans la France combattante (1940-1945) », *Clio*, n° 12, 2005.

24. *Ibid.*

25. GUÉRAICHE William, « Les femmes politiques de 1944 à 1947, quelle libération? », *Clio*, n° 1, 1995.

26. GOLDSTEIN Joshua, *op. cit.*, p. 61-62.

activement aux mouvements indépendantistes qui émergent dès le début du XIX<sup>e</sup> siècle, et certaines d'entre elles, comme Policarpa Salvarrieta en Colombie, vont se convertir en héroïnes de la résistance face au pouvoir colonial espagnol. Au Mexique, la *soldadera*, qui désigne la femme aussi bien engagée dans les troupes révolutionnaires que dans l'armée fédérale, est restée une figure emblématique de la révolution<sup>27</sup>.

Les femmes ont aussi activement participé aux guerres de décolonisation et entreprises révolutionnaires qui se sont multipliées dans la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle. Cet engagement est caractérisé par le lien qu'il établit entre la notion de libération nationale et celle d'émancipation féminine. Dans les organisations marxistes notamment, la cause des femmes se voit intrinsèquement liée à la lutte des classes, présentée comme le principal moyen de lutte contre le patriarcat. Ce type de discours a pu être observé dans les mouvements d'insurrection qui se forment en Amérique latine dans le sillage des révolutions cubaine et nicaraguayenne<sup>28</sup>. Les guérillas latino-américaines n'en ont cependant pas gardé l'exclusivité et de nombreux autres mouvements révolutionnaires, à un moment ou un autre de leur histoire, et de façon plus ou moins explicite, ont procédé à une critique du patriarcat. L'émancipation des femmes figurait ainsi parmi les quarante points composant les demandes du Parti communiste népalais au moment de prendre les armes en 1996<sup>29</sup>.

Les femmes peuvent aussi participer à des entreprises de lutte armée sans que soit posée la question de leur émancipation. Ceci est particulièrement vrai dans le cas des organisations ayant recours à des stratégies d'action terroriste, où le recours aux femmes se présente avant tout comme un choix stratégique, alors qu'elles se trouvent souvent sous-estimées par les acteurs de la lutte contre-subversive. Le premier attentat suicide mené par une femme remonte ainsi à 1985 au Liban, au nom du Parti social nationaliste syrien. Et de fait, entre 1985 et 2006, les attentats suicides réalisés par des femmes iront jusqu'à représenter 15 % de l'ensemble de ce type d'attaques<sup>30</sup>. Certaines d'entre elles ont été particulièrement spectaculaires, comme celle du 21 mai 1991 visant le président du Congrès et ancien premier ministre indien Rajiv Gandhi par une combattante du LTTE<sup>31</sup>. L'insurrection tamoule avait en effet mis en place une unité spécialement dédiée à la mise en œuvre de ce type d'opérations, dont soixante, au moins, ont été menées par des femmes<sup>32</sup>. Les organisations séculières pratiquant le terrorisme ne sont pas les seules à compter sur une contribution féminine pour le bon déroulement de leurs opérations, et les femmes peuvent aussi éventuellement mener des attentats suicide au nom

---

27. SALAS Elizabeth, « The Soldadera in the Mexican Revolution: War and Men's illusions », in Heather FOLWER et Mary VAUGHAN (ed.), *Women of the Mexican countryside 1830-1990*, Tucson/Londres, The University of Arizona Press, 1994, p. 95.

28. KAMPWIRTH Karen, *Women in guerrilla movements. Nicaragua, El Salvador, Chiapas, Cuba*, Philadelphie, Penn State University Press, 2002, p. 5.

29. PETIGREW Julie et SHNEIDERMAN Sara, « Women and the Maobadi: ideology and agency in Nepal's Maoist movement », *Himal Southasian*, vol. 17, n° 1, 2004, p. 22.

30. BLOOM Mia, « Female suicide bombers: a global trend », *Dedalus*, vol. 136, n° 1, 2007, p. 95.

31. Tigres de la Libération de l'Éelam Tamoul, guérilla opérant au Sri Lanka entre 1976 et 2009 et revendiquant l'indépendance de la partie tamoule de l'île.

32. KHAN Stephen, McCARTHY Rory et HARDING Luke, « Female suicide bombers: Tamil Tiger teenage led the way », *The Guardian*, 11 juin 2009.

d'une idéologie religieuse. Durant la guerre en Irak en 2003, des organisations comme Al Qaeda auraient par exemple installé des bases d'entraînement militaire spécialement réservées aux femmes<sup>33</sup>.

Qu'elles aient été révolutionnaires, patriotes, soldates, terroristes ou encore miliciennes, les femmes combattantes sont un phénomène constant dans l'historiographie de la guerre et des conflits armés. Cette participation féminine revêt de multiples formes selon l'époque et les dynamiques propres à chaque conflit. Mais surtout elle ne sera pas abordée de la même manière selon qu'il s'agisse d'une lutte considérée comme étant légitime ou au contraire inadmissible par la production historiographique dont elle fait l'objet. À l'inverse cependant, l'expérience combattante féminine permet d'opérer une relecture des conflits en dévoilant les répercussions dans les espaces sociaux traditionnellement tenus en marge des études sur la guerre.

## Les principales questions posées à la participation des femmes aux guerres et conflits armés

---

### La question de l'émancipation par les armes et de la transformation des organisations armées

La plupart des travaux portant sur les femmes combattantes, régulières ou irrégulières, sont traversés par des interrogations qui comportent de grandes similarités. La première s'intéresse aux conséquences d'une plus grande intégration des femmes sur l'organisation même des armées et groupes armés. Les recherches sur la féminisation des armées qui se sont multipliées ces dernières années, non seulement dans le cadre des grandes puissances militaires telles que les États-Unis<sup>34</sup>, la France<sup>35</sup> ou le Royaume-Uni<sup>36</sup>, mais aussi au sein des opérations de maintien ou d'imposition de la paix menées par l'ONU<sup>37</sup>, s'interrogent ainsi sur les différents modes d'insertion des femmes au sein des institutions militaires, ainsi que sur le caractère potentiellement transformateur de la féminisation des armées sur la condition militaire<sup>38</sup>. Dans un contexte d'insurrection, la présence de femmes au sein du groupe armé a pu donner lieu à un ensemble de réarrangements spécifiques destinés à réguler les rapports de genre au sein de l'organisation, mais aussi à affirmer leur mobilisation collective. Certains

---

33. DAVIS Jessica, « Evolution of the global jihad: female suicide bombers in Irak », *Studies in conflict and terrorism*, vol. 36, n° 4, 2013, p. 283.

34. ADDIS Elisabetha, RUSSO Valeria et SEBESTA Valeria, *Women Soldiers: images and realities*, New York, St Martin's Press, 1994.

35. SORIN Katia, *Femmes en armes, une place introuvable. Le cas de la féminisation des armées françaises*, Paris, L'Harmattan, 2003 ou encore WEBER Claude (éd.), *Les femmes militaires*, Rennes, PUR, 2015.

36. DANDEKER Christophe., « "Femmes combattantes" : problèmes et perspectives de l'intégration des femmes dans l'armée britannique », *Revue française de sociologie*, vol. 44, n° 4, 2003, p. 735-758.

37. PRUITT Lesley, « All-female police contingents: feminism and the discourse of armed protection », *International peacekeeping*, vol. 20, n° 1, 2013, p. 68.

38. WOODRUFF Todd et KELTY Ryan, « Gender effects on soldier value: evidence in support of full gender integration in the US Army », *Res Militaris ERGOMAS*, vol. 1, 2015.

mouvements comme le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) ont ainsi mis en place des bataillons non-mixtes qui ont permis aux combattantes kurdes d'accéder à une certaine subjectivité politique<sup>39</sup>. Un autre exemple peut être donné par le Sri Lanka, où au début des années 1980 des unités de combats spécifiquement féminines sont créées au sein des Tigres de libération de l'Eelam Tamoul (LTTE), afin notamment de recruter plus de femmes<sup>40</sup>.

Les recherches ayant porté sur les femmes militant au sein de groupes contestataires armés se sont plus particulièrement penchées sur l'effet potentiellement émancipateur de la lutte armée pour les femmes<sup>41</sup>, mais aussi sur la façon dont les militantes construisent un discours permettant d'intégrer la dimension féministe à l'idéologie politique par leur lutte<sup>42</sup>. La plupart de ces travaux se sont basés sur des études de cas spécifiques en Afrique<sup>43</sup>, Asie<sup>44</sup>, Amérique latine<sup>45</sup> ou encore Europe<sup>46</sup>. Ils ont montré, dans leur ensemble, une tension perceptible produite par l'idée d'une émancipation par les armes, qui peut dès lors revêtir plusieurs aspects (sexuels, politiques, sociaux, économiques), et la persistance de rapports de domination des hommes combattants sur leurs homologues féminines au sein des groupes armés. L'adhésion plus ou moins spontanée et/ou stratégique des femmes à des logiques de lutte politique peut en effet signifier une certaine forme d'aliénation qui va à l'encontre du projet émancipatoire initialement revendiqué. Dans son analyse de la participation des femmes à la rébellion des séparatistes sikhs pour l'indépendance du Khalistan entre 1984 et 1995, Gayer émet ainsi l'éventualité d'un paradoxal affranchissement des femmes (qui ne sont que quelques centaines contre des milliers de combattants masculins) au travers de leur assujettissement au pouvoir des hommes instituant la hiérarchie du mouvement<sup>47</sup>. Cette idée, qui reste fortement à nuancer, est tout de même intéressante lorsqu'il s'agit de comprendre la contradiction régulièrement soulignée par l'ensemble des travaux sur les carrières combattantes féminines. Ainsi, alors que le Sentier lumineux a été reconnu comme étant l'un des partis de son époque ayant donné le plus d'autorité et de visibilité aux femmes, leurs

39. GUILLEMET Sarah, « S'organiser au maquis comme à la ville. Les femmes kurdes au Comité des révolutionnaires du Kurdistan Iranié (komala) et au Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK) », *Confluences méditerranée*, n° 103, 2017, p. 66.

40. STACK-O'CONNOR Alisa, « Lions, Tigers, and Freedom Birds: how and why the Liberation Tigers of Tamil Eelam employs women », *Terrorism and political violence*, vol. 19, n° 1, 2007, p. 46.

41. BALBUENA Laura, « Violencia y agencia femenina. ¿Puede el terror empoderar a las mujeres? », in Maruja BARRIG (ed.), *Fronteras interiores. Identidad, diferencia y protagonismo de las mujeres*, Lima, IEP, p. 325-340.

42. JORDAN Kim et DENOV Myriam, « Birds of freedom? Perspectives on female emancipation and Sri Lanka's Liberation Tigers of Tamil Eelam », *Journal of International Women's Studies*, vol. 9, n° 1, 2007, p. 42-62.

43. PUECHGUIRBAL Nadine, *Le genre entre guerre et paix...*, *op. cit.*

44. SHEKHAWAT Seema, « Engendering armed militancy in Kashmir: women as perpetrators of violence », in Yvan GUICHAOUA (dir.), *Understanding political violence*, Londres, Palgrave Macmillan, 2011, p. 124-142.

45. KAMPWIRTH Karen, *Women and guerilla movements...*, *op. cit.*

46. LACROIX Isabelle, « Les femmes dans la lutte armée au Pays Basque. Représentations, division sexuelle du travail et logique d'accès à la violence politique », *Champ Pénal/Penal Field*, n° 8, [http://champpenal.revues.org/8076], consulté le 22 janvier 2013.

47. GAYER Laurent, « "Princesses" among the "Lions": the militant careers of Sikh female fighters », *Sikhs Formations: Religion, Culture, Theory*, vol. 8, n° 1, p. 1-19.

capacités d'action restent néanmoins conditionnées à une allégeance inconditionnelle à « la cause », mais surtout au fondateur et dirigeant du parti, Abimael Guzmán<sup>48</sup>.

La plupart de ces analyses rendent compte de l'ambiguïté de la participation des femmes aux guerres et conflits armés, analysée tour à tour comme une opportunité d'émancipation et de subversion des rapports de genre, ou au contraire comme le fruit d'une instrumentalisation des femmes au service de causes militaristes allant contre leurs intérêts. Et de fait, si la question est souvent posée de ce que la lutte armée fait aux femmes, on peut se demander dans quelle mesure il ne s'agirait pas de s'interroger en réalité sur ce que les femmes font à la lutte armée. Dans le cas péruvien, nous verrons que l'engagement des femmes dans le conflit se présente comme un reflet d'un ensemble de bouleversements sociaux et politiques à l'œuvre depuis la fin des années 1960 et les grandes réformes engagées sous le régime du général Velasco. De fait, si les femmes apparaissent à des rôles clés dans l'organisation du Parti communiste péruvien Sentier lumineux (PCPSL), c'est avant tout parce que le parti s'est montré à même de se réapproprier les problématiques posées par le féminisme, ceci afin de se présenter comme une option légitime aux yeux de femmes restées en marge de la mobilité sociale promise par les politiques de démocratisation de l'éducation du début des années 1970.

## Le tabou posé par la violence des femmes

Une autre question qui traverse les travaux sur la participation des femmes aux conflits armés concerne le rapport entretenu par les femmes avec la violence, et plus précisément avec la violence extrême. Cela implique de briser le tabou de la violence féminine, élément fondateur du stéréotype identifiant les femmes comme des agents de pacification et non des guerrières<sup>49</sup>. L'analyse de la participation des femmes aux conflits armés nous conduit à déplacer le regard traditionnellement posé sur l'acteur combattant pour en saisir la complexité. Les femmes combattantes ne font pas que briser le tabou de la violence armée en se montrant capables de l'exercer au même titre que les hommes. En effet, leur statut de combattantes insinue qu'elles se montrent éventuellement à même de se réapproprier les valeurs martiales caractérisant les organisations armées et de conquérir un espace traditionnellement réservé aux hommes. Si les femmes engagées dans la lutte armée au Pérou brisent un tabou, c'est avant tout en raison de cet franchissement de frontière séparant le monde des hommes (combattant) du monde des femmes (soutien), que leur participation remet en question l'agencement des rapports de genre au Pérou.

Certains observateurs de l'époque, nous le verrons, s'étonnèrent de la capacité des militantes sendéristes péruviennes à exercer la violence extrême. Les combattantes du PCPSL avaient la réputation d'être en charge du « tir de grâce », qui concluait généralement les procès populaires au cours desquels étaient jugées les élites locales et les figures de l'autorité traditionnelle. Nous verrons notamment que les représentations

48. CORAL Isabel, « Las mujeres en la guerra: impacto y respuestas », in Steve STERN (dir.), *Los senderos insólitos del Perú*, Lima, IEP-UNSC, p. 342.

49. CARDI Coline et PRUVOST Geneviève, « La violence des femmes : occultations et mises en récit », *Champ Pénal/ Penal Field*, vol. 8, 2011.



élaborées autour des militantes sendéristes par la presse péruvienne répondent à un rejet condamnatrice de leur engagement dans la lutte armée. Présentées tour à tour comme des esclaves sexuelles au service de leur leader ou des monstres assoiffés de sang, la déshumanisation à l'œuvre dans la mise en récit médiatique des femmes combattantes peut être analysée comme le reflet du tabou posé de la violence guerrière féminine.

Le rapport entretenu par les femmes avec la violence constitue ainsi une question centrale dans l'analyse de la participation des femmes aux conflits armés. Là encore, nous faisons face à un paradoxe, puisque pour pouvoir participer aux conflits armés les femmes doivent à la fois montrer qu'elles sont à même d'être aussi, sinon plus, violentes que leurs compagnons d'armes, mais doivent dans le même temps accepter d'en subir la sanction au moment de leur retour à la vie civile. À la différence des hommes en effet, les exploits guerriers des femmes représentent la transgression du tabou de la violence féminine, encore puissant au sein de nos sociétés contemporaines. La participation de femmes militaires américaines aux tortures infligées aux prisonniers d'Abou Grahib en 2004<sup>50</sup>, mais aussi la visibilité croissante des femmes candidates aux attentats-suicide au Proche et Moyen-Orient<sup>51</sup>, notamment au sein des mouvements contestataires engagés dans le djihad<sup>52</sup>, ont contribué au brouillage de la frontière entre l'homme/combatant *vs* la femme/victime, traditionnellement déterminée par la guerre. Or ce brouillage ne se fait pas sans contrepartie. La visibilité de la violence des femmes semble aller de pair avec un rejet de la lutte armée comme moyen d'action légitime. À partir de l'exemple d'Action directe, Fanny Bugnon a montré de manière convaincante comment l'identification des femmes impliquées dans cette organisation s'est accompagnée de la disqualification tant de leur engagement politique au niveau individuel, que des revendications portées par le groupe<sup>53</sup>. Au travers d'une analyse des représentations médiatiques de la violence féminine par la presse occidentale dans le cadre de la « guerre contre le terrorisme », Laura Sjoberg et Caron Gentry ont mis en évidence de leur côté que les femmes violentes étaient présentées tour à tour comme des « monstres », des « putes » ou des « mères », trois angles d'approche qui, bien que distincts, ont pour objectif de réaffirmer le caractère tout à la fois exceptionnel et subalterne de la violence féminine. Exceptionnel car anormal et guidé par des émotions déviantes<sup>54</sup>. Subalterne parce qu'en étant justement guidée par des émotions, la violence féminine ne saurait être politique. La violence lorsqu'elle est employée par les femmes est toujours perçue comme illégitime et comme preuve manifeste de transgression. La subversion des femmes engagées dans des actions violentes pour le compte d'organisations non étatiques, préfigure dès lors le danger incarné par la menace terroriste.

50. TITUNIK Regina, « Are we all torturers now? A reconsideration of women's violence at Abu Ghraib », *Cambridge Review of International Affairs*, vol. 22, n° 2, 2009, p. 257-277.

51. HASSO France, « Discursive and political deployments by/of the 2002 Palestinian women suicide bombers/martyrs », *Feminist Review*, n° 81, 2005, p. 23-51.

52. VON KNOP Katharina, « The female Jihad: Al Qaeda's women », *Studies in conflict & terrorism*, vol. 30, n° 5, 2007, p. 397-414.

53. BUGNON Fanny, « La médiatisation. Le cas des militantes d'Action Directe », in Coline CARDI et Geneviève PRUVOST, *Penser la violence des femmes*, Paris, La Découverte, 2012, p. 366.

54. SJOBERG Laura et GENTRY Caron, *Mothers, monsters, whores: women's violence in global politics*, Londres, Zed Books, 2007, p. 50.

Or la violence exercée par les femmes ne saurait être exclusivement abordée depuis les représentations dont elle fait l'objet. Elle peut en effet aussi être analysée comme l'expression d'une forme de résistance aux dispositifs et logiques de reproduction de l'infériorité féminine telle qu'elle peut être instituée dans des sociétés patriarcales (c'est-à-dire partout). Dans le cas péruvien nous verrons qu'elle répond à un ensemble de pratiques de violences qui traversent différents champs sociaux et résonnent au gré des différentes étapes de vie des femmes engagées dans la lutte armée.

## Le retour à la vie civile et le *continuum* de violence

Les sorties de conflits sont généralement marquées par une réactivation de valeurs traditionnelles alors mobilisées dans le cadre de la reconstruction nationale. Si le conflit a pu représenter une période d'expérimentation au cours de laquelle les femmes ont eu accès à des espaces et fonctions dont elles étaient traditionnellement exclues, elles sont généralement invitées à réoccuper leurs rôles traditionnels au retour de la paix. Cela est dû, d'une part, à la nécessité de redonner leur place aux hommes au sein du système productif, mais aussi à la nécessité de mobiliser les femmes sur leur rôle reproducteur afin de repeupler la nation en vue d'éventuelles guerres futures. Des auteurs comme Cynthia Enloe ont notamment montré comment cette conceptualisation de l'utérus des femmes en tant que « bureau de recrutement pour les armées » représente la première étape de la militarisation de la maternité<sup>55</sup>. Elle décrit notamment comment les politiques natalistes ont pu à certains moments de l'histoire être considérées comme des enjeux de sécurité nationale<sup>56</sup>. Barbara Berg, de son côté, a souligné la contradiction existante entre l'appel fait aux femmes américaines pendant la Seconde Guerre mondiale à intégrer le marché du travail, et l'invitation à regagner leur foyer dès la fin du conflit<sup>57</sup>. L'idée générale était que l'économie ne pourrait supporter à la fois le retour de front des soldats et l'emploi des femmes. Et en effet, la plupart des grandes compagnies restaurèrent au lendemain de la guerre les conditions de recrutement interdisant l'engagement de femmes mariées<sup>58</sup>. Or sur six millions de femmes employées pendant la guerre, 60 % d'entre elles étaient mariées. Berg évoque ainsi une politique de « domestication » de la femme américaine, alors encouragée *via* la télévision à embrasser son rôle d'épouse et de mère en laissant, de nouveau, la sphère productive aux hommes.

La réaffirmation du patriarcat telle qu'on peut l'observer en sortie de conflit ne concerne pas seulement la question de la division sexuelle du travail et de la réassignation des rôles de genre traditionnels, mais s'attache aussi à restaurer un ensemble de valeurs permettant la récupération d'une fierté nationale. C'est notamment en ce sens que peut être interprétée la tonte des femmes accusées d'avoir collaboré avec l'ennemi pendant

55. ENLOE Cynthia, *Manoeuvres. The international politics of militarizing women's lives*, Berkeley, University of California Press, 2000, p. 248.

56. *Ibid.*

57. BERG Barbara, *Sexism in America. Alive, well, and ruining our future*, Chicago, Lawrence Hill Books, 2009, p. 3.

58. *Ibid.*

l'occupation de la France par les allemands, étudiée en détail par Fabrice Virgili<sup>59</sup>. Accusées dans les cas les plus nombreux d'avoir « couché avec l'ennemi », la punition représentée par la tonte s'apparente à une castration symbolique des femmes et à une restauration des valeurs viriles de la France. Cette violence symbolique s'accompagne généralement d'un ensemble de pratiques, qui, pour être exercées dans la sphère de l'intime, passent généralement inaperçues des récits sur la reconstruction après-guerre. Nous verrons notamment, dans l'après conflit péruvien, comment les cas de violence domestique dans les communautés paysannes peuvent être liés à la mobilisation des communautés en groupes d'autodéfense et à la normalisation d'une culture martiale produite par les années de guerre.

Certains auteurs comme Jules Falquet ont souligné le *continuum* de violence pouvant être observé entre la violence coloniale, la violence armée et la violence néolibérale. Ces trois formes de violence ont en effet en commun de se saisir du corps des femmes afin d'obtenir l'obéissance et la domination historique de certains groupes d'individus sur d'autres, tout en justifiant l'ordre social dominant<sup>60</sup>. J'argumenterai que ce *continuum* de violence a pu être observé au Pérou dans les années suivant le conflit. S'il ne concerne pas exclusivement les femmes combattantes, ces dernières n'en sont pas moins des cibles particulières. Les militantes subversives engagées dans la lutte armée incarnent en effet une génération qu'il s'agit de mettre au pas afin de mener à bien le projet de réajustement structurel de l'économie péruvienne, tel que lancé au début des années 1990 avec l'élection d'Alberto Fujimori. Les corps des femmes se convertissent dès lors en territoires intimes de la répression qui s'exerce sur les membres des guérillas engagées dans le conflit. Ils se présentent en outre comme la porte menant aux liens affectifs tissés dans le cadre de la lutte armée et donc comme un moyen d'attaquer durablement les réseaux familiaux et intimes ayant soutenu les sphères combattantes.

La redomestication des femmes apparaît comme un processus dont l'objectif, au-delà de la réassignation des rôles traditionnels de genre, est de rasseoir la légitimité de la violence structurelle organisant les rapports sociaux au Pérou. Or, avec la réaffirmation de l'ordre patriarcal, c'est bien l'ensemble des rapports de dominations qui se voient restitués. Je montrerai qu'il est dès lors possible de parler d'un phénomène de militarisation des rapports sociaux, et *a fortiori* de relations sociales de sexe, qui se prolongent au-delà de l'état de guerre et reproduisent des logiques de subordination ayant historiquement organisé la société péruvienne.

59. VIRGILI Fabrice, *La France virile. Des femmes tondues à la Libération*, Paris, Payot, 2004 (2000).

60. FALQUET Jules, *Pax neoliberalia. Perspectives féministes sur la (ré)organisation de la violence*, Paris, Éditions de l'IXe, 2016, p. 138-139.

## Les défis théoriques et méthodologiques posés par l'expérience combattante féminine au Pérou

### Le flou concernant le statut de combattant

On l'a vu, les modes d'engagements des femmes dans les conflits armés revêtent de multiples formes selon les contextes qui les caractérisent. Leur désignation en tant que combattantes se trouve par ailleurs étroitement associée à ce que l'on considère comme relevant, concrètement ou non, de l'expérience dans la lutte armée. L'octroi du statut de combattant fait l'objet d'un vaste débat dans le cadre du droit international humanitaire. S'il n'est pas question de s'y plonger ici, tout du moins doit-on souligner le fait que sa définition a évolué avec la reconnaissance par le Protocole II additionnel aux conventions de Genève de 1977, qui reconnaît l'existence juridique des « groupes armés organisés », incluant non seulement les groupes armés rebelles mais aussi les milices pro-gouvernementales. Or, confrontée au terrain, cette définition présente un certain nombre de lacunes qui rendent difficile son application. Cela est particulièrement vrai dans les conflits armés non-internationaux en raison de la difficulté à distinguer les combattants des non-combattants, due notamment à la participation de membres de la société civile aux affrontements<sup>61</sup>.

Au Pérou, l'obligation pour les communautés paysannes de s'organiser en milices d'autodéfense dans les zones déclarées en état d'urgence a considérablement contribué à brouiller les frontières entre population civile et acteurs combattants. Ce flou est par ailleurs entretenu par les guérillas du PCPSL et du Mouvement révolutionnaire Túpac Amaru (MRTA), dont la survie repose en grande partie sur leur capacité à se maintenir dans la clandestinité. De plus, si les membres du MRTA déployés dans les zones dont ils avaient le contrôle portaient l'uniforme afin de se distinguer de la population civile<sup>62</sup>, ce n'était pas le cas du PCPSL qui évitait toute forme de distinction entre ses militants et le reste de la population afin de maintenir un avantage tactique. Cette stratégie a eu pour conséquence une répression indiscriminée de grande ampleur des forces de l'ordre contre les populations paysannes.

Le conflit armé péruvien est un cas relativement atypique. Officiellement, il n'est pas reconnu comme tel et les membres des guérillas formées par le PCPSL et MRTA sont légalement considérés comme des groupes terroristes. Contrairement à la Colombie voisine, qui prévoit un délit de « rébellion », nous verrons que le Pérou a progressivement évolué pendant le conflit vers une législation qui tend à considérer comme relevant du terrorisme toute forme d'opposition politique violente à l'ordre public. Les membres des groupes subversifs ayant fait l'objet d'une condamnation en raison de leur engagement dans la lutte armée ont été reconnus coupables de « délit de terrorisme » et, aujourd'hui encore, leur détention fait l'objet d'un régime carcéral spécial.

61. Aïvo Gérard, *Le statut de combattant dans les conflits armés non internationaux*, Bruxelles, Bruylant, 2013 p. 168.

62. Le port de l'uniforme étant une condition obligatoire du Droit international humanitaire pour les parties engagées dans un conflit armé (convention de Genève III, 1949 art. 4, al. a et c).

Or le PCPSL et MRTA ne sont pas les seules organisations armées non-étatiques à avoir pris part au conflit. Des comités d'autodéfense (CAD) sont en effet formés dans les communautés andines les plus affectées par la violence politique afin d'assister les forces de l'ordre dans la lutte contre-subversive. Nous verrons que ces organisations ont pu prendre différentes formes selon les régions où elles se sont établies et les relations qu'elles entretenaient avec les militaires. Elles peuvent néanmoins être considérées comme des acteurs clés dans la défaite des guérillas et la victoire sans partage de l'État péruvien sur la rébellion<sup>63</sup>. La contribution des populations civiles paysannes à la lutte contre-subversive se présente en réalité comme un véritable obstacle à la mise en récit de la violence politique dans la région andine, soit qu'elle révèle l'incapacité de l'État péruvien à exercer son contrôle territorial, soit qu'elle mette en lumière l'éventuelle participation de la population civile aux violences de masse ayant caractérisé le conflit. Les comités d'autodéfense, en raison de leurs liens avec les forces armées, ont en outre souvent été considérés comme des organisations paramilitaires et inspiré la méfiance des bailleurs de fonds internationaux investissant dans le « post-conflit » au Pérou<sup>64</sup>. Or c'est avant tout en tant que victimes de la guerre que les populations andines vont devenir des bénéficiaires des programmes d'indemnisation et d'aide au développement, qui sont mis en place au début des années 2000.

Ces diverses stratégies d'effacement de l'expérience combattante des mémoires reflètent les nombreuses tensions à l'œuvre à l'heure de qualifier les vingt ans de violence politique ayant marqué le Pérou entre 1980 et 2000. Le conflit péruvien peut cependant bien être considéré comme une guerre civile, même s'il présente quelques aspects atypiques. Dans le cadre de cette analyse seront compris comme combattants l'ensemble des groupes ayant pris part aux affrontements pendant le conflit : l'État, le PCPSL, le MRTA et les comités d'autodéfense. Je m'intéresserai par ailleurs exclusivement à ceux de ces groupes pouvant être qualifiés « d'informels », c'est-à-dire ceux s'étant soulevés lors d'une insurrection armée d'une part (c'est-à-dire le MRTA et PCPSL), et ceux qui, bien qu'ayant fait l'objet d'une certaine formalisation, n'en ont pas pour autant été considérés comme des acteurs légitimes du conflit d'autre part (c'est-à-dire les comités d'autodéfense).

Si elles sont plus nombreuses, et visibles, au sein du PCPSL, des femmes ont été intégrées dans chacun des trois groupes étudiés. On peut dès lors se demander dans quelle mesure il est réellement possible de rendre compte de leurs trajectoires combattantes, alors qu'à l'effacement décrit plus haut s'ajoute une invisibilisation de l'agentivité féminine dans le cadre de la violence armée. L'étude de la participation des femmes au conflit amé péruvien a ainsi posé un certain nombre d'enjeux au niveau de la construction de la catégorie d'analyse représentée par les « femmes combattantes ».

63. DEGREGORI Carlos Iván, « Cosechando tempestades: las rondas campesinas y la derrota de Sendero Luminoso en Ayacucho », in Steve STERN (ed.), *Los senderos insólitos del Perú. Guerra y sociedad 1980-1995*, Lima, IEP-UNSCH, 1999, p. 141.

64. FUMERTON Mario, « Rondas campesinas in the Peruvian civil war: peasant self-defence organizations in Ayacucho », *Bulletin of Latin American Research*, vol. 20, n° 4, 2001, p. 495.

## L'invisibilité de l'expérience combattante féminine

La dimension genrée du conflit armé péruvien n'émerge généralement que dans les cas de figure où les femmes apparaissent comme des victimes, notamment en ce qui concerne les violences sexuelles, qui ont représenté des pratiques courantes pendant le conflit tant de la part des forces armées que des groupes subversifs. Plus de 80 % des victimes de ces violences sont en effet des femmes<sup>65</sup>. D'un autre côté, lorsque l'on se penche sur les témoignages recueillis par la Commission vérité et réconciliation (CVR) mise en place entre 2001 et 2003, on constate que plus de la moitié d'entre eux ont été déposés par des femmes<sup>66</sup>. Dans certains des départements parmi les plus touchés par la violence politique, elles ont même été jusqu'à représenter près des deux-tiers des personnes venant témoigner face à la Commission. Ce phénomène met en évidence la dimension genrée de la violence politique car elle n'affecte pas les femmes de la même façon que les hommes, qui représentent quant à eux la majorité des morts et disparus.

La « surreprésentation » des femmes parmi les témoins à être auditionnés par la Commission indique par ailleurs une forme de répartition des tâches selon le sexe dans l'après-conflit : il ressort de la lecture des témoignages que si les femmes sont entendues, ce n'est pas tant pour évoquer les abus dont elles ont été victimes, mais bien pour parler « à la place » des disparus, et, d'une certaine manière, « représenter » les morts. La visibilité apparente des femmes est ainsi avant tout liée à leur condition de victimes directes ou indirectes du conflit et il est rare qu'elles soient entendues en raison du rôle politique pourtant bien réel qu'elles ont été susceptibles de jouer pendant le conflit en tant que militantes de mouvements sociaux, de sympathisantes politiques ou de membres d'associations d'entraide.

Pourtant, les organisations de femmes ont été de véritables acteurs du conflit armé. À titre d'exemple on peut citer les « clubs de mères » formés dans les départements andins les plus affectés par la violence, qui se sont révélés être des adversaires redoutables pour le PCPSL. Certains auteurs comme Isabel Coral ont souligné la détermination de ces femmes qui ont réussi à retenir l'attention des médias, des ONG nationales et internationales et des partis politiques<sup>67</sup>. Le rapport final de la CVR comporte ainsi toute une section dédiée au rôle de l'action collective féminine dans la lutte contre les violences perpétrées pendant le conflit, et cite des exemples emblématiques comme ceux de María Elena Moyano ou de Pascuala Rosario, toutes deux dirigeantes populaires des périphéries de la capitale et assassinées par le PCPSL, en 1992 et 1996<sup>68</sup>. En effet, si l'élimination physique systématique des autorités locales et leaders populaires refusant d'adhérer à sa cause a constitué l'une des principales stratégies du PCPSL, les dirigeantes des mouvements de femmes actifs dans les périphéries de Lima ont représenté des cibles majeures, dans la mesure où leur pouvoir

65. Comisión de la Verdad y Reconciliación, *Informe Final, tomo VI, capítulo 1: La violencia sexual contra la mujer*, 2003.

66. Comisión de la Verdad y Reconciliación, *Informe Final. Anexo Estadístico*, 2003 (sur 17 058 témoignages, la CVR estime à près de 9 500 ceux ayant été déposés par des femmes).

67. CORAL Isabel, *op. cit.*, p. 357.

68. Comisión de la Verdad y Reconciliación, *Informe Final, Sección segunda, tomo III, capítulo 3*, 2003.

de convocation et de rassemblement des populations locales pouvait très sérieusement s'interposer face à celui du parti.

Certains des attentats commis dans le même temps contre les cadres populaires des périphéries urbaines l'ont été par des militantes sendéristes, et ce au nom d'une idéologie qui, pourtant, promettait l'émancipation féminine. Quelques-unes de ces mêmes militantes ont pu, à une époque antérieure au conflit, participer à des manifestations, meetings et forums aux côtés des mêmes dirigeantes qu'elles exécutèrent plus tard. Il existe donc un enjeu manifeste à traiter du genre lorsque l'on s'intéresse aux différentes dynamiques ayant sous-tendu un épisode de violence politique tel que celui vécu par le Pérou dans les deux dernières décennies du xx<sup>e</sup> siècle. On ne saurait en effet cantonner une analyse genrée de cette période à la seule observation de phénomènes de violences dans lesquels les femmes auraient été soit des victimes, soit, au mieux, des porte-drapeaux de la paix. L'enjeu d'une telle recherche est bien plus complexe et doit être compris au travers des nombreuses évolutions sociales et politiques caractérisant la société péruvienne depuis le début des années 1970, en montrant comment les rapports de genre permettent d'ouvrir la réflexion sur les rapports de classe ou de race, mais aussi de générations. Comment saisir l'implacabilité avec laquelle des militantes sendéristes ont pu participer à la mise à mort de dirigeantes populaires? Ces actes, bien plus que de révéler la capacité d'un parti subversif à capter et détourner une jeunesse incomprise, montre comment il a été possible de légitimer des faits de violence qui, à première vue, ont pu paraître incompréhensibles.

La plupart des dirigeantes assassinées dans les quartiers périphériques de Lima au début des années 1990 étaient en réalité assez conservatrices : originaires des zones andines, catholiques, d'âge mûr et d'aspect relativement austère, à l'opposé des jeunes militantes sendéristes recrutées parmi les milieux étudiants et associatifs<sup>69</sup>. Ce conflit de générations, qui doit nécessairement être pris en compte si l'on veut comprendre le conflit péruvien et la période qui le suit, a été souligné par divers auteurs comme Carlos Iván Degregori, qui n'hésite pas à l'analyser comme l'un des facteurs ayant permis l'éclatement de la violence<sup>70</sup>.

Ces dernières années ont vu se multiplier les publications adoptant de nouveaux angles d'approche afin d'étudier les trajectoires militantes subversives dans le conflit armé péruvien. À partir d'un récit de type autobiographique, des auteurs comme José Carlos Agüero ou Lurgio Gavilán ont notamment contribué à faire émerger de nouvelles narrations de la violence politique. Le premier retrace ainsi l'histoire de ses parents<sup>71</sup>, tous deux militants sendéristes exécutés extrajudiciairement pendant le conflit armé, tandis que le deuxième raconte comment il est passé, alors qu'il était à peine adolescent, du PCPSL aux forces armées pour finalement rentrer dans les ordres avant d'engager une carrière d'anthropologue<sup>72</sup>. D'un autre côté, le récent ouvrage de Dynnik Asencios, qui cherche

---

69. BARRIG Maruja, « Liderazgo femenino y violencia en el Perú de los 90 », *Debates en sociología*, n° 18, 1993, p. 106.

70. DEGREGORI Carlos Iván, « Ayacucho 1980-1983. Jóvenes y campesinos frente a la violencia », *Nueva Sociedad*, 1991, n° 114, p. 18.

71. AGÜERO José Carlos, *Los rendidos: sobre el don de perdonar*, Lima, IEP, p. 22.

72. GAVILÁN SÁNCHEZ Lurgio, CASTRO NEIRA Yerko et DEGREGORI Carlos Iván, *Memorias de un soldado desconocido: autobiografía y antropología de la violencia*, Lima, IEP, p. 49.

à retracer le parcours de jeunes liméniens et liméniennes engagés au sein du PCPSL dans les années 1980 et 1990, a permis de rendre visibles des aspects jusque-là ignorés de la militance sendériste, notamment leur vie quotidienne au sein de l'organisation<sup>73</sup>. Ces travaux ont contribué à faire évoluer le point de vue sur la militance subversive lors du conflit, en proposant entre autres de dépasser la polarisation instaurée depuis les années 1990 entre les groupes armés – considérés comme « terroristes » – et le reste de la société qu'ils menacent. En ce sens, les ouvrages d'Asencios, Agüero ou encore Gavilán, qui ne sont quelques exemples de la nouvelle dynamique caractérisant l'étude du conflit armé, offrent une opportunité de repenser les dynamiques historiques et sociales ayant marqué la violence politique. Ces travaux restent malgré tout peu sensibles à la question du genre, et encore moins à la perspective féministe. Le présent ouvrage entend dès lors contribuer au renouvellement des analyses sur le conflit, tout en proposant un apport inédit à l'analyse du conflit péruvien au travers de la question du genre.

### L'histoire collective à l'épreuve de la reconstruction de trajectoires individuelles

Définir un objet d'analyse « femmes combattantes » a été laborieux. Outre l'invisibilisation caractérisant l'expérience combattante féminine, évoquée plus haut, l'étiquette « femmes combattantes » couvre en réalité un groupe social fort hétérogène : l'âge, l'origine, l'appartenance à une classe socioéconomique spécifique, le niveau éducatif, l'état civil, le nombre d'enfants ou encore le lieu d'habitation au moment de la participation au conflit, se présentent comme autant de facteurs qui se sont à la fois recoupés et contredits les uns et les autres. Pour cette raison, le choix a été fait dans un premier temps de définir la « femme combattante » à partir de son incorporation au sein de l'un des trois groupes armés non-étatiques ayant pris part au conflit péruvien (PCPSL, MRTA et CAD). Cette intégration prend diverses formes, et nous verrons que les moteurs de l'engagement des femmes dans l'une ou l'autre des organisations étudiées se situent le plus souvent à l'intersection de la subjectivité individuelle et des différentes structures de pouvoirs à l'œuvre dans la société.

Toutefois, l'approche qualitative et la reconstruction des trajectoires individuelles ont permis de dépasser en partie cette dichotomie. Elles soulignent par ailleurs la coexistence de plusieurs « statuts » possibles en relation avec le conflit, autres que celui de combattant. Mats Utas a ainsi brillamment éclairé cet aspect à partir de l'histoire de Bintu, une jeune libérienne ayant été amenée à participer à la guerre civile au Libéria entre 1989 et 2003. Il montre comment, par ses relations, ses besoins, mais aussi en raison de ses choix personnels, Bintu a pu tour à tour se retrouver de l'un ou l'autre côté des belligérants, assumer le rôle de combattante, mais aussi de compagne de combattant, être incarcérée, subir des agressions sexuelles, se montrer elle-même capable d'exercer la violence, ou encore tisser des amitiés sincères avec ses camarades de lutte et s'intégrer dans un réseau de relations et d'affects lui permettant de surmonter les risques du quotidien de la guerre<sup>74</sup>.

73. ASENCIOS Dynnik, *La ciudad acorralada: Jóvenes y Sendero Luminoso en Lima de los 80 y 90*, Lima, IEP, 2016.

74. UTAS Mats, « West-African warsapes: victimacy, girlfriending, soldiering: tactic agency in a young woman's social navigation of the Liberian war zone », *Anthropological Quarterly*, vol. 78, n° 2, 2005, p. 403-430.



Cette approche souligne la nécessité de resituer l'expérience combattante féminine (mais aussi masculine) dans un temps long qui ne se limite pas à la temporalité du conflit. La reconstruction des trajectoires individuelles permet ainsi d'établir des liens entre les diverses étapes de vie et champs sociaux traversés par les individus engagés dans le conflit. Elle se présente alors comme une opportunité pour les acteurs de se réapproprier les discours sur la guerre afin de se constituer comme sujet. Une telle recomposition permet de mettre en évidence les ruptures et continuités de l'expérience combattante, tant dans ce qui la précède que dans ce qui lui succède. Les carrières féminines en particulier, offrent la possibilité de penser les conflits en dehors des cadres classiques qui les définissent en montrant l'articulation entre les différents espaces que ces conflits affectent, familiaux et privés, publics et politiques, économiques, communautaires, etc. L'analyse des trajectoires combattantes féminines ouvre la porte à de nouvelles interprétations des conflits armés dans la mesure où ces dernières déconstruisent des représentations figées, comme celle de la victime ou du bourreau, et rendent visible la continuité de la violence dans l'avant et l'après conflit.

C'est la raison pour laquelle le recueil de données nécessaire à l'analyse a privilégié une approche qualitative, au travers de la reconstitution de récits biographiques et d'entretiens semi-dirigés, le tout formant un corpus de vingt-trois entretiens. Six d'entre eux ont été réalisés avec des femmes ayant participé à un comité d'autodéfense<sup>75</sup>, neuf avec des militantes du MRTA et huit avec des militantes du PCPSL<sup>76</sup>. Si l'espace carcéral a représenté la colonne vertébrale du travail de terrain, trois entretiens ont été réalisés avec des militantes du MRTA qui étaient sorties de prison depuis peu au moment du terrain, tandis qu'un dernier a été mené avec une combattante émérite n'ayant jamais été incarcérée. En dernier lieu, un autre a pu être mené avec une femme recrutée de force au sein du PCPSL et qui n'avait jamais été incarcérée. Ont aussi été analysés dans le détail une vingtaine d'entretiens réalisés par des représentants de la CVR dans diverses prisons du pays en 2002, certains d'entre eux se « recoupant » avec ceux menés pendant l'enquête de terrain (avec Lucero Cumpa et Martha Huatay). Finalement, une partie de l'analyse repose sur l'examen de coupures de presse de l'époque, principalement celles dédiées à l'arrestation d'Abimael Guzmán en septembre 1992.

À ces entretiens s'ajoute une série d'observations ethnographiques dont la plus conséquente a été réalisée entre janvier 2007 et août 2008 à la prison de haute sécurité de Chorrillos II dans le sud de Lima. À cette époque, les femmes condamnées pour « délit de terrorisme » représentaient la majorité de la population carcérale de cet établissement, par ailleurs spécialement construit pour elles. Aujourd'hui, la plupart des militantes subversives incarcérées ont été libérées ou transférées à la prison de Tarapacá, au nord de Lima. Je montrerai cependant que l'organisation sociale caractérisant la prison de Chorrillos II jusque dans les années 2010 constitue une photographie sensible des trajectoires combattantes féminines ayant fait l'objet d'une répression. En effet, au récit

---

75. Irené (à Tambo, Ayacucho), Corina (à San Miguel, Ayacucho), Reyna (à Lima), María (à Miskibamba, Ayacucho), Marta (à Tambo, Ayacucho) et Haydée (à Huanta, Ayacucho).

76. Domitilla, Micaela, Ana, Elisa, María Elena, Soledad, Nancy C., Lori et Lucero Cumpa pour le MRTA, Betty, María, Flora, Martha, Pilar, Carolta, Julia, Philomena, pour le PCPSL. Certains prénoms ont été changés pour préserver l'anonymat des répondantes.

élaboré individuellement au travers de l'histoire de vie s'ajoute le récit collectif de la vie courante en prison, constitué par le quotidien des militantes incarcérées, mais aussi par l'ensemble des acteurs gravitant autour des prisonnières, ce qui a permis d'observer leurs différentes interactions avec l'extérieur, mais aussi entre les différents groupes formés à l'intérieur même de la prison. D'autres observations ont pu par ailleurs être menées en 2006 et 2007 dans les départements d'Ayacucho et de Huancavelica à l'occasion d'ateliers organisés par des ONG péruviennes et de réunions entre organisations sociales régionales. Ces observations ont permis de compléter les informations sur les CAD ainsi que de mieux saisir la production locale des discours sur la violence politique dans les communautés andines.

La réflexion développée dans cet ouvrage se nourrit ainsi de l'aspect comparatif ayant caractérisé la procédure d'enquête. Nous avons en effet privilégié une approche compréhensive ayant permis la construction d'un savoir fondé sur des raisonnements pluriels dans une dynamique de va-et-vient constant entre procédures inductives et déductives<sup>77</sup>. Cela a été rendu possible grâce à une installation de longue durée au Pérou (environ huit à neuf mois par an entre 2005 et 2009), mais aussi par le caractère relativement restreint de l'échantillon constitué, ce qui a permis des échanges répétés sur plusieurs années (2006-2010). En ce sens, certaines hypothèses ayant orienté le travail de recherche ont évolué au rythme des informations recueillies sur le terrain. Dans un tel cadre, l'espace carcéral est apparu comme un lieu privilégié pour l'analyse des trajectoires combattantes féminines au Pérou. En effet, en raison des impératifs de clandestinité caractérisant le militantisme subversif, la prison s'est présentée comme l'un des rares espaces où il pouvait éventuellement être dévoilé. Nous verrons que l'incarcération agit comme un marqueur de l'engagement des femmes dans la lutte armée en la rendant tout à la fois visible et condamnable.

De fait, s'il présente l'avantage d'offrir un accès relativement aisé à des femmes ayant pris part au conflit armé, il n'en reste pas moins que l'espace carcéral présente un certain nombre de limites. Les interviewées, en effet, n'ont pour la plupart pas souhaité donner des détails sur leurs activités dans la lutte armée. Cette volonté de rester vagues s'explique par les risques encourus alors qu'elles restaient exposées à des procédures judiciaires en cas de révélation de nouveaux faits. Pour cette raison, les informations recueillies lors des entretiens portent avant tout sur la période précédant l'entrée dans la lutte armée et celle suivant la détention. L'autre limite tient aux profils des femmes interrogées. En effet, la plupart d'entre elles ont fait des études universitaires, grandi dans des zones urbaines et se sont engagées volontairement au sein du PCPSL ou MRTA. Se centrer exclusivement sur leurs trajectoires signifie donc laisser de côté d'autres processus d'engagement comme le recrutement forcé, massivement pratiqué par le PCPSL. Si l'analyse des interviews réalisées par les représentants de la CVR<sup>78</sup> en 2002 a permis un certain rééquilibrage,

77. CHARMILLOT Maryvonne et SEFERDJELI Laurence, « Démarches compréhensives : la place du terrain dans la construction de l'objet », in Madelon SAADA-ROBERT et Laetitia LEUTENEGGER (éd.), *Expliquer et comprendre les sciences de l'éducation*, Genève, De Boeck Supérieur, 2002, p. 189.

78. Mis en place en 2001 dans le sillage de la démission d'A. Fujimori, le rôle de la Commission vérité et réconciliation a été d'enquêter sur les événements ayant caractérisé les vingt ans de violence politique au Pérou, d'en comprendre les causes (structurelles et plus directes) et de proposer un programme de réparation et

un manque d'information persiste en ce qui concerne le militantisme des femmes dans les communautés paysannes.

## La difficulté d'enquêter sur les comités d'autodéfense

La prise en compte des CAD pour objet d'analyse avait deux objectifs principaux. Le premier était d'éviter de centrer l'analyse de l'expérience combattante féminine exclusivement sur l'aspect politiquement militant. Il n'était en effet pas tant question de réfléchir sur les discours produits par les guérillas sur la participation des femmes à la lutte armée que de s'interroger sur ce que les différentes expériences combattantes féminines révélaient du conflit armé au Pérou. Permettaient-elles d'en renouveler l'analyse? Mettaient-elles en évidence des dynamiques conflictuelles, notamment dans la sphère de l'intime, qui n'avaient pas été considérées jusqu'alors? Dévoilaient-elles de nouveaux enjeux pour le post-conflit et la reconstruction nationale? Une analyse de la contribution des femmes à l'autodéfense était en outre essentielle si l'on souhaitait rendre compte de la diversité caractérisant l'expérience combattante féminine au Pérou, qui ne se réduit pas à l'engagement militant en zones urbaines. Plus encore que les militantes subversives, les femmes ayant participé aux organisations d'autodéfense sont restées aux marges de l'histoire.

L'enquête sur les CAD a cependant rencontré un certain nombre de difficultés qui ont limité les résultats de l'enquête. La première a été celle de la langue. Les femmes ayant participé aux CAD en effet sont, pour beaucoup d'entre elles, quechua-phones. Ne pas parler le quechua a ainsi pu représenter un frein au moment de réaliser des entretiens. La sensibilité du sujet évoqué supposait en effet une capacité à entrer en interaction lors d'un échange à forte résonance émotionnelle. Le recours à un traducteur est dans ce cas inopérant, car il maintient une distance entre la chercheuse et l'interviewée et rend difficile l'établissement d'une relation de confiance. L'autre limite, plus subtile, a été celle posée par une mauvaise stratégie d'approche au moment d'identifier des femmes ayant pu participer à un CAD pendant le conflit. En effet, en les intégrant dans la catégorie « femmes combattantes », je me heurtais, sans le savoir encore à cette époque, à une certaine incompréhension de mes intermédiaires potentiels. La plupart d'entre eux travaillaient dans des ONG intervenant dans la conduite de programmes menés dans le cadre des recommandations de la CVR sur la reconnaissance et l'indemnisation des victimes et la réconciliation nationale. Dans un tel contexte, parler de « femmes combattantes », et plus encore dans les CAD, entrait en contradiction avec l'orientation générale des discours sur la place des femmes des communautés andines dans le conflit. J'ai ainsi été confrontée à une certaine résistance de la part des intermédiaires, que j'ai tenté de contourner en rencontrant des femmes par d'autres biais (en participant à des manifestations de victimes, ou par contacts directs grâce à des personnes ressources). Le résultat cependant est mitigé et le terrain réalisé sur les femmes dans les CAD reste inabouti.

---

indemnisation aux victimes. Son rapport a été rendu public en août 2003. Il continue de faire l'objet d'une controverse qui continue de faire rage quinze après sa publication.

Le déséquilibre entre le terrain mené en espace carcéral et celui mené à Ayacucho sur les CAD est problématique. Pour les raisons évoquées plus haut, il a cependant été décidé de conserver les données sur les femmes dans les CAD dans l'analyse des résultats et la réflexion finale. La question s'est reposée par la suite, au moment de préparer cet ouvrage. N'aurait-il pas été plus judicieux, et plus rigoureux au niveau de la démarche sociologique, de laisser de côté les femmes des CAD pour se concentrer essentiellement sur l'engagement militant dans les trajectoires des militantes subversives ? Après mûre réflexion il a été décidé, là encore, de conserver l'analyse sur la contribution féminine à l'autodéfense. Cette décision s'appuie sur la nécessité de répondre aux questions soulevées par cette recherche, au sujet notamment de la disqualification de l'expérience combattante féminine et du *continuum* de violence. En écartant les femmes des CAD du spectre de la recherche, le risque était par ailleurs de reproduire une logique discriminante qui caractérise leur manque de prise en considération par la mémoire du conflit et les institutions de reconstruction de l'après-conflit. Parti a donc été pris d'assumer les déséquilibres entre les deux enquêtes de terrain, dans une démarche qui trouve sa cohérence dans le cadre d'une sociologie engagée telle qu'elle est revendiquée ici.

Cet ouvrage ne cherche pas à remettre en question le mythe de la non-violence implicitement attaché aux femmes. Il n'est en effet pas tant ici question d'interroger anthropologiquement le tabou de la violence féminine que de plus pragmatiquement s'intéresser aux moteurs de l'engagement des femmes dans la guerre et de comment cet engagement a impacté leurs trajectoires de vies au-delà du conflit. Les réflexions menées dans cet ouvrage doivent ainsi être abordées comme des formes de mises en récits qui, à travers la recomposition de trajectoires individuelles, cherchent à reconstituer l'histoire collective de la violence au Pérou entre 1980 et 2000, et d'en identifier les empreintes dans la société actuelle. Plus que de présenter une réflexion exhaustive sur la participation des femmes au conflit armé, la proposition est ici de reconstituer les itinéraires de vie de ces femmes afin de comprendre ce qui les a amenées à entrer dans la lutte armée ou contre-subversive, mais aussi la façon dont l'expérience combattante a pu influencer sur la place qu'elles occupent à l'issue du conflit.

## Composition de l'ouvrage

---

Cet ouvrage se divise en trois parties et six chapitres. La première partie s'intéresse aux moteurs et modes d'engagement des femmes dans le conflit armé péruvien. Je chercherai à montrer comment la participation des femmes au conflit doit être abordée en termes de continuité historique dans une période fortement marquée par l'émergence de nouveaux mouvements sociaux et de rupture politique.

Le premier chapitre questionne les liens éventuels entre féminisme et lutte armée, en resituant l'émergence des femmes dans l'espace public dans son contexte historique. Il résume ensuite brièvement le conflit armé péruvien, en montrant la façon dont il a contribué à une extrême polarisation de la société qui rend difficile tout débat réflexif collectif sur les vingt ans de violence politique. Enfin, le chapitre examine la façon dont les groupes armés, et plus particulièrement le PCPSL, ont pu s'inspirer des théories

féministes marxistes afin de recruter une militance féminine. Il montre que si le PCPSL adopte *de facto* un discours féministe et met en place un certain nombre de structures offrant à ses militantes de véritables perspectives de carrière, celles-ci n'en sont pas moins soumises à une logique disciplinaire partisane difficilement compatible avec l'idée d'une émancipation par les armes.

Le deuxième chapitre interroge les dynamiques ayant caractérisé les modes d'entrée des femmes dans la lutte armée. Plus que de proposer une analyse exhaustive des différents cas de figure, on s'attachera à identifier les différents espaces de mobilisation et à comprendre la façon dont ils ont pu influencer le choix d'entrer dans la lutte armée. Il montre ainsi que le passage par l'université a pu représenter un moment-clé de la socialisation militante et que, dans certains cas, cette dernière se trouve en continuité avec un héritage familial de mobilisation politique. Le chapitre s'intéresse par ailleurs aux différentes formes prises par la contribution des femmes aux comités d'autodéfense (CAD) et sur la façon dont elle a pu participer d'une transformation des rapports sociaux de sexe dans les sociétés andines. Nous verrons en effet que si la participation des femmes aux CAD est un phénomène multiforme et reste un objet d'analyse difficile à saisir, elle ouvre de nouvelles pistes de réflexion quant aux dynamiques de reconstruction des sociétés andines dans l'après-conflit.

La deuxième partie centre l'analyse sur la question de l'enfermement politique et rend compte des observations ethnographiques réalisées à Chorrillos II, même si l'engagement des femmes dans la lutte armée n'a pas nécessairement fait l'objet d'une incarcération systématique. L'usage de la prison et de ses dispositifs comme outils de répression a toutefois permis de légitimer le discours anti-terroriste à l'origine de la polarisation de la société péruvienne post-confliktuelle. Le troisième chapitre s'attache ainsi à montrer l'évolution du rôle tenu par l'espace carcéral dans le conflit armé, véritable enjeu stratégique pour les parties en conflit. Or la prison n'agit pas de la même façon sur les hommes et sur les femmes. C'est pourquoi le quatrième chapitre s'attache à décrire de façon plus précise l'organisation sociale de la prison de haute sécurité de Chorrillos II, et à analyser les différentes formes de résistance adoptées par les prisonnières politiques.

La troisième et dernière partie de cet ouvrage établit les relations existant entre la violence armée et la violence sexiste, ainsi que la façon dont elles sont mobilisées dans le cadre de la reconstruction nationale. La sortie de conflit s'accompagne en effet d'un phénomène de retour de violence qui, s'il s'exerce en réalité sur toutes les femmes, adopte des formes spécifiques lorsqu'il est dirigé sur les (ex)combattantes. Dans cette perspective, le cinquième chapitre analyse les représentations médiatiques des femmes engagées dans la lutte armée, et montre de quelle manière elles participent à la mise en récit de la « menace terroriste ». Le sixième chapitre se penche quant à lui plus particulièrement sur le *continuum* de violence caractérisant les trajectoires combattantes féminines. Ce *continuum* se présente comme un dispositif permettant la réaffirmation de la subordination des femmes et d'autres groupes sociaux non-hégémoniques (indigènes, analphabètes, pauvres) face au pouvoir hégémonique produit par une organisation sociale patriarcale et néocoloniale.